



REVUE DE PRESSE DU 28/02/2017

- 1- Un emprunt obligataire sans intérêt devrait être lancé entre fin avril et mai 2017, a indiqué lundi à Alger le ministre des Finances, Hadji Baba Ammi. "Nous sommes en train d'étudier un projet de lancement d'un nouvel emprunt obligataire pour cette année, mais sans intérêts", a déclaré le ministre à la presse en marge d'une séance plénière du Conseil de la Nation consacré au texte de loi de règlement budgétaire 2014.
- 2- Des membres du Conseil de la Nation ont insisté lundi, lors du débat du projet de loi sur le règlement budgétaire 2014, sur le renforcement du contrôle en amont et en aval des finances publiques en tant que prolongement du mécanisme de contrôle parlementaire, tout en consolidant le rôle de la Cour des comptes. Lors d'une plénière présidée par Abdelkader Bensalah, président du Conseil de la Nation, en présence du ministre des Finances, Hadji Baba Ammi, les intervenants ont mis l'accent sur la nécessité d'établir un diagnostic précis et pointu des dysfonctionnements et de définir le budget de l'Etat sur la base de mécanismes étudiés et soutenus par des études de prospective du système financier.
- 3- Le commerce, la réparation automobile ainsi que les industries manufacturières sont les activités les plus pratiquées par les opérateurs économiques inscrits en tant que personnes physiques (et non en tant que personnes morales telles que les sociétés), a appris l'APS auprès de l'ONS. Dans une étude finalisée récemment par l'Office national des statistiques, il est relevé que le nombre d'opérateurs économiques physiques s'est établi à 1,16 million opérateurs à la fin 2015 composés de plus de 1,01 million d'hommes (88% du nombre global) et de 139.283 femmes (12%).
- 4- Le ministre de l'Industrie et des Mines Abdesselam Bouchouareb a proposé lundi à Alger la création d'un Conseil d'affaires algéro-argentin entre les entreprises des deux pays, a indiqué un communiqué du ministère. Lors d'une rencontre avec la ministre des Relations extérieures et du Culte de la République d'Argentine Mme Susana Mabel Malcorra, M. Bouchouareb a précisé qu'un tel cadre de coopération vise à "structurer et d'inscrire les relations économiques bilatérales dans le long terme".



- 5- Les participants à un séminaire national sur la transition vers une économie performante ont plaidé lundi à Ouargla pour le renforcement des partenariats et le développement du secteur privé. Lors de cette rencontre intitulée "La nouvelle stratégie économique comme outil de transition vers une économie performante", les séminaristes ont mis l'accent sur les moyens de renforcer les partenariats et de développer le secteur privé, ainsi que sur l'investissement sur les expertises et expériences, afin de concrétiser la transition vers une économie performante, alternative aux hydrocarbures.

- 6- Le Ministre de l'Habitat, de l'Urbanisme et de la Ville et ministre du Commerce par intérim, Abdelmadjid Tebboune, a appelé dimanche à Alger à la réalisation de projets communs entre l'Algérie et l'Argentine en vue de développer et renforcer les relations économiques et commerciales bilatérales, a indiqué un communiqué du ministère. Au cours d'une rencontre avec la ministre des Relations extérieures et du Culte de la République argentine, Mme Susana Mabel Malcorra, les deux parties ont convenu d'oeuvrer à asseoir une base solide de coopération fructueuse entre l'Algérie et l'Argentine.

- 7- L'Algérie et la Belgique ont signé, lundi à Bruxelles, un mémorandum d'entente pour la mise en place d'un cadre de coopération dans le domaine des transports, visant à "renforcer" les relations traditionnelles qu'elles entretiennent et à établir "une nouvelle plate-forme" de coopération bilatérale. L'accord a été signé par le ministre des Transports et des Travaux publics, Boudjemaâ Talaï, et le ministre belge de la Mobilité, François Bellot.

- 8- Le Ministre des Travaux publics et des Transports, Boudjemaâ Talaï, a examiné, lundi à Bruxelles, avec le ministre belge de la Mobilité, François Bellot, les moyens d'approfondir le partenariat économique entre les deux pays, notamment dans le domaine du transport maritime, ferroviaire et aérien. Les entretiens qui se sont déroulés en présence des cadres des ministères des deux pays, ont permis de procéder à l'évaluation des relations bilatérales et les moyens de les renforcer davantage à travers notamment l'identification de nouveaux domaines de coopération, selon une source diplomatique.

- 9- Le Général de corps d'armée, Ahmed Gaïd Salah, vice-ministre de la Défense nationale, chef d'Etat-major de l'Armée nationale populaire (ANP), a mis en avant, lundi, au deuxième jour de visite à la 5ème Région militaire (Constantine), les "grandes avancées réalisées par l'ANP en matière d'aptitudes au combat et capacités opérationnelles de haut niveau", a indiqué le ministère de la Défense nationale dans un communiqué.



A lire : Lancement d'un emprunt obligataire sans intérêt d'ici à mai

ALGER - Un emprunt obligataire sans intérêt devrait être lancé entre fin avril et mai 2017, a indiqué lundi à Alger le ministre des Finances, Hadji Baba Ammi.

"Nous sommes en train d'étudier un projet de lancement d'un nouvel emprunt obligataire pour cette année, mais sans intérêts", a déclaré le ministre à la presse en marge d'une séance plénière du Conseil de la Nation consacré au texte de loi de règlement budgétaire 2014.

La durée de cet emprunt obligataire s'étalera de trois à cinq ans et dont les titres ne seront pas éligibles à la Bourse puisque actuellement, les titres éligibles à cette institution boursière sont ceux de 7, 10 et 15 ans, appelés OAT (obligation assimilés du Trésor).

Se gardant de donner plus de détails sur cette opération financière, le ministre a affirmé qu'elle était en cours d'étude et que le projet devrait être d'abord présenté au gouvernement: "Si le gouvernement adopte cette démarche, on lancera cet emprunt".

A une question sur les banques qui envisagent le lancement de produits bancaires sans intérêt conformément à la Charia, M. Baba Ammi a répondu: "Moi, je n'utiliserai pas le mot 'islamique', mais plutôt 'participatif'. Ce sont des produits qui ne sont pas rémunérés par des intérêts, mais par les rendements des projets qui seront financés".

Selon lui, un travail est en cours au niveau de banques pour lancer ce type de produits vers la fin de l'année 2017.

Interrogé sur la situation économique du pays, le ministre a relevé qu'elle était "difficile" sur le plan financier mais que la situation est "maîtrisée".

"Au vu des résultats économiques de l'année 2016, nous sommes très confiants sur la possibilité de surpasser cette situation, mais il faut qu'il y ait une discipline budgétaire dans l'application de la loi".

Il a rappelé, dans ce sens, la vision à moyen terme adoptée dans le cadre de la loi de finances 2017, qui est une stratégie en matière de gestion des finances publiques, qui va être aussi appliquée pour les prochaines lois de finances.

A une question sur l'augmentation du taux d'inflation, le ministre a imputé cette hausse à certains commerçants "qui ne respectent pas la loi".

Selon lui, "la hausse des prix produits alimentaires n'est pas la faute au gouvernement, c'est la faute de certains commerçants qui doivent rentrer dans l'ordre. Nous allons renforcer le contrôle des prix des produits de base. C'est une mission du ministère des Finances".